



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 25 JUIL. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Véronique VOLAY
☎ : 04 72 61 37 86
✉ : veronique.volay@rhone.gouv.fr

Monsieur,

Les installations que vous exploitez 21-27, rue Jules Guesde à SAINT-GENIS-LAVAL sont soumises à obligation de constitution de garanties financières, conformément à l'article R. 516-5° du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

A ce titre, par courrier en date du 23 juin 2014, vous m'avez transmis un dossier technique permettant d'évaluer le montant des garanties financières s'imposant à votre établissement avec la proposition de retenir la somme de 12 350 euros TTC.

Or, il s'avère que :

- le montant M_s doit être calculé TTC.
- le montant M_g ne peut être nul sous prétexte qu'il existe une vidéo-surveillance interne. Par défaut, un coût raisonnable de 15 000 euros TTC est appliqué pour ce poste.
- le montant M_s doit être calculé selon la méthode de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, avec pour votre établissement, les hypothèses suivantes : superficie du site de 0,3726 ha, installation de 3 piézomètres à 10 m de profondeur. M_s vaut donc 26 863 euros TTC.
- le coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier S_c , valant 1,1, est à prendre en compte dans le calcul du montant global des garanties financières.

... / ...

Société TECMED ENVIRONNEMENT
21-27, rue Jules Guesde
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

- l'indice d'actualisation alpha, valant actuellement 1,049, est également à prendre en compte dans le calcul du montant global des garanties financières.

Je prends acte du montant global de 64 608 euros TTC et vous informe que, conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, vous n'avez pas l'obligation de constituer ces garanties financières dans la mesure où ce montant est inférieur à 75 000 euros TTC.

J'appelle, par ailleurs, votre attention sur vos obligations d'informer mes services de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant de ces garanties financières au titre de l'article R. 516-5-2 du code de l'environnement et de m'en transmettre une mise à jour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID